

Le Monde (site web)  
idees, vendredi 29 janvier 2021 -

L'avenir de la dette Covid, un débat politique autant qu'économique

Audrey Tonnelier

**La dette publique devrait atteindre 121,4 % du PIB en 2021... Pourtant, à droite comme à gauche, des voix s'élèvent pour réclamer plus de dépenses, plus d'investissements, afin de doper une économie mise sous cloche depuis dix mois.**

Analyse. C'était il y a un peu plus d'un an, cela paraît un siècle. En décembre 2019, l'Insee révélait que la dette française avait franchi les 100 % du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre de l'année. De quoi déclencher une flopée de commentaires véhéments, les uns pour rassurer – « ce n'est que provisoire, le seuil fatidique ne sera pas dépassé sur l'ensemble de l'année » –, les autres pour alerter sur le risque d'écorner un peu plus les promesses de redressement des comptes publics faites par Emmanuel Macron en début de mandat.

Un an et une pandémie mondiale plus tard, ces inquiétudes pourraient presque faire sourire si le sujet n'était aussi sérieux. La crise due au Covid-19 a fait plonger l'économie française dans la récession, l'Etat a fait ruisseler les milliards pour soutenir les entreprises et les salariés, et la trajectoire budgétaire du pays en a été bouleversée. Autrefois tabou infranchissable, le seuil des 100 % de dette publique n'est plus qu'un lointain souvenir : elle devrait atteindre 121,4 % en 2021...

Dans ce « monde d'après », l'exécutif se cherche encore une ligne de conduite. En fin d'année, la perspective de l'arrivée d'un vaccin a amené le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, à poser les premiers jalons d'une sortie du « quoi qu'il en coûte », ce principe décrété en mars 2020 par le chef de l'Etat, comme un rempart à la crise économique et sociale.

En décembre, une commission sur l'avenir des finances publiques, composée de personnalités politiques, de chercheurs et présidée par l'ancien ministre de l'économie Jean Arthuis, a été mandatée pour réfléchir à la manière de gérer la « dette Covid », les quelque 150 milliards d'euros de facture de la crise sanitaire.

Pour l'ex-LR Bruno Le Maire, il en allait du sérieux budgétaire du pays, qui ne peut se permettre de vivre durablement à crédit, mais aussi de la crédibilité de la France vis-à-vis de ses partenaires européens et de celle du gouvernement à dix-huit mois de l'élection présidentielle.

***« Aussi longtemps que durera la crise, nous serons là »***

Las, le démarrage poussif de la campagne de vaccination s'ajoutant à l'irruption de variants qui relancent l'épidémie et à des reconfinements dans plusieurs pays d'Europe empêchent de tourner la page. La croissance va rester atone au moins jusqu'à l'été, et les mesures de soutien aux secteurs sinistrés (restaurants, bars, événementiel, etc.) ne sont pas près d'être levées. Conséquence : la dette de la France pourrait bien continuer de gonfler jusqu'en 2022. « Aussi

longtemps que durera la crise, nous serons là », a encore assuré le locataire de Bercy mercredi 27 janvier devant les sénateurs.

Et alors ? s'interrogent de plus en plus d'experts. Les taux d'intérêts sont historiquement bas, en raison d'un surplus d'épargne privée très important dans le monde. En France, les classes moyennes et moyennes supérieures ont largement gonflé leurs bas de laine depuis le premier confinement.

S'endetter ne coûte plus rien, cela peut même permettre à l'Etat de s'enrichir, avancent, un rien provocateurs, les économistes de l'OFCE, un cercle de réflexion d'inspiration keynésienne. Ils suggèrent rien de moins que doubler le plan de relance, en mettant 100 milliards d'euros de plus sur la table. Ils ne sont pas les seuls : à droite comme à gauche, des voix s'élèvent pour réclamer plus de dépenses, plus d'investissements, afin de doper une économie mise sous cloche depuis dix mois.

« Je pense (...) que le niveau d'endettement devrait rester soutenable pendant longtemps. Il faut surtout retenir qu'il n'y a pas de niveau de dette magique », a indiqué aux Echos, mercredi 27 janvier, Olivier Blanchard, l'ancien chef économiste du FMI qui doit remettre prochainement à l'Elysée un rapport sur la manière de relever les « grands défis économiques » des prochaines années (climat, inégalités, vieillissement...).

« La condition de cet endettement supplémentaire est son acceptabilité politique, sociale, européenne, et non sa faisabilité économique », assure, de son côté, Xavier Ragot, le président de l'OFCE. Autrement dit, l'exécutif a beau s'entourer de spécialistes pour tenter de déterminer une stratégie de redressement des comptes publics, la gestion de la dette relève avant tout de choix de gouvernement. L'épineuse question d'un « bon » niveau de dette – sa « soutenabilité » dans le jargon budgétaire – ne repose pas sur un chiffre absolu, mais sur une stratégie politique.

Même la très rigoureuse Allemagne est agitée par ces soubresauts à huit mois des élections législatives. Les propos du bras droit d'Angela Merkel, mardi, appelant à s'affranchir durablement des règles de discipline budgétaire ont déclenché une controverse.

La France ne pourra donc pas s'exonérer d'un débat sur le sujet dans la campagne présidentielle à venir. Une partie de l'opposition, à droite comme à gauche, pousse déjà en ce sens, y voyant un angle d'attaque à la fois symbolique et parlant pour les Français.

« On a besoin de politiser le sujet de la dette Covid, plaide Aurélien Pradié, le secrétaire général du parti Les Républicains. Le gouvernement passe son temps à expliquer qu'il n'y a pas d'argent magique et tout à coup il y en a. On ne s'en sortira pas sans une grande explication démocratique. » Pour le numéro trois du parti, « on peut imaginer restructurer une partie de la dette par la BCE [Banque centrale européenne], sous forme de dette perpétuelle, isoler une partie ou l'effacer ». Annuler la dette, c'est aussi l'idée sur laquelle surfent Arnaud Montebourg ou Jean-Luc Mélenchon.

Les économistes ne sont guère de cet avis : si la marge de manœuvre budgétaire dont dispose le pays est aujourd'hui confortable, envisager une annulation romprait la confiance avec les créanciers. Pour Olivier Blanchard, c'est « une idée idiote », pour Xavier Ragot c'est « jouer avec le feu ». Encore faudra-t-il être capable de l'expliquer et de le faire accepter aux Français.

